

Panel I : Politique de protection et de promotion sociales, les défis de leur mise en œuvre et institutionnalisation

Enjeux institutionnels des systèmes de protection et promotion sociales dans la région Amérique latine et les Caraïbes

Séminaire international

“Haïti : Les défis de la mise en œuvre de la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS) à la lumière des expériences de l’Amérique latine et de la Caraïbe”

Port-au-Prince, Haïti,

Hôtel Karibe

21-22 Juin 2022



NATIONS UNIES

CEPALC

Carlos Maldonado Valera
Division Développement Social

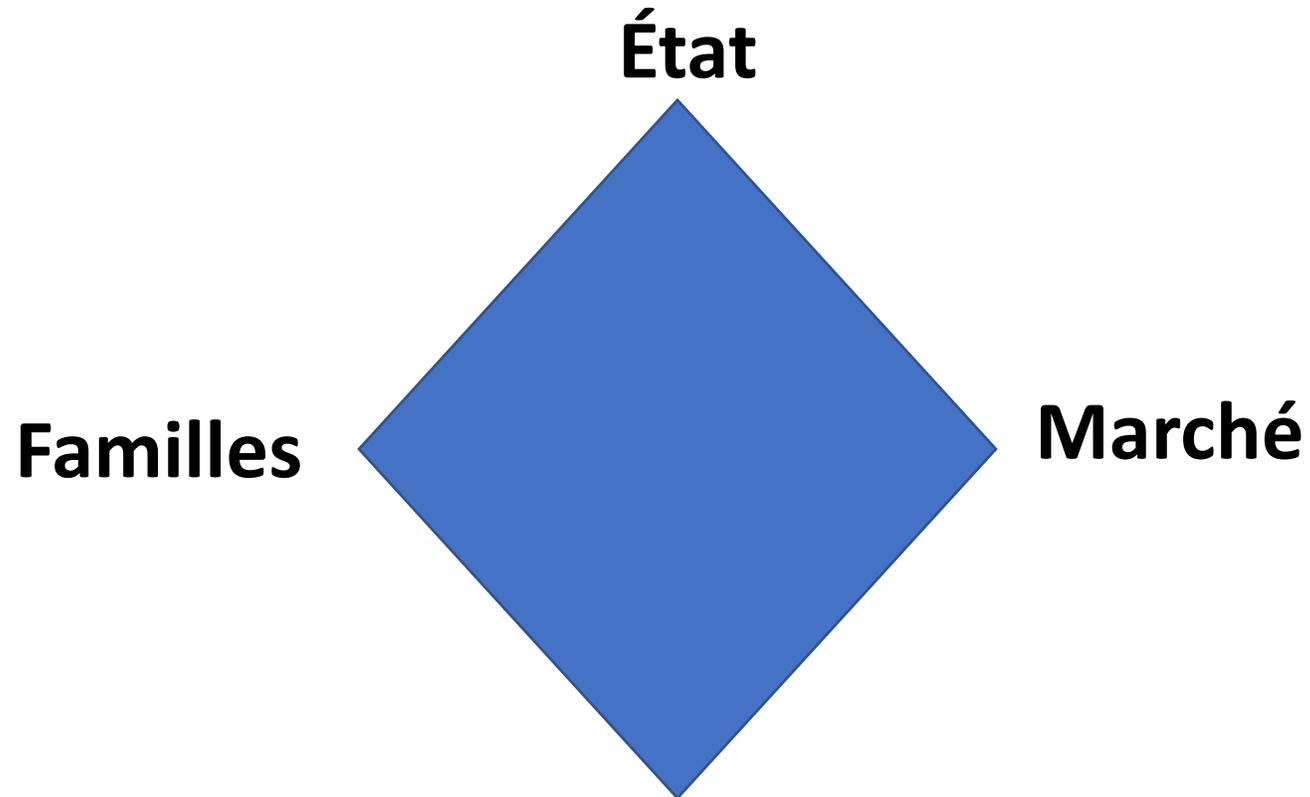


1. Les systèmes de protection sociale dans la politique sociale

2. Quelques défis des cadres institutionnels des politiques sociales dans la région

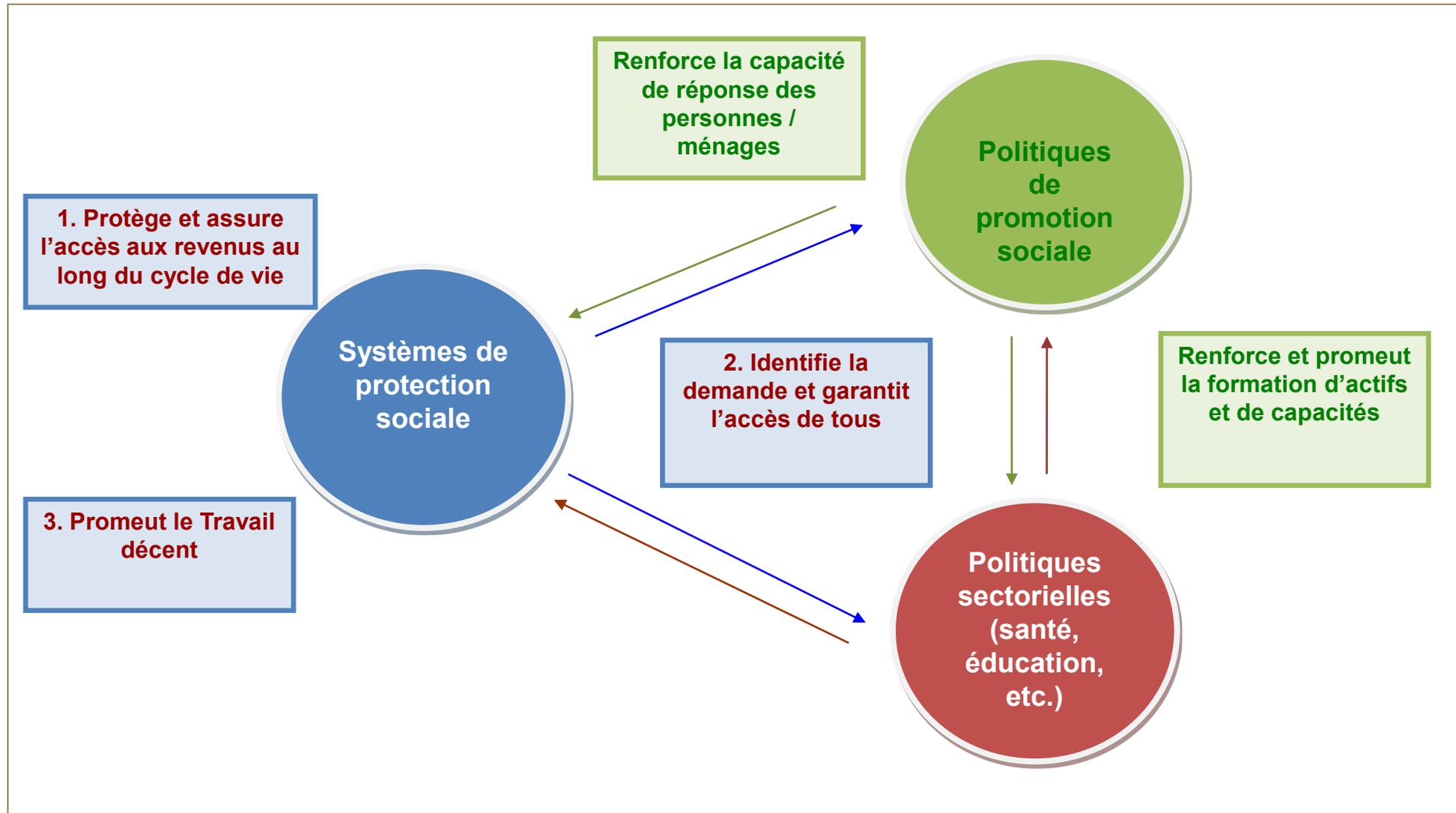
INSTAURER L'HORIZON D'UNE PROTECTION SOCIALE INCLUSIVE ET UNIVERSELLE

LES INSTANCES PERMETTANT L'ACCÈS DES PERSONNES AU BIENÊTRE ET À LA PROTECTION SOCIALE POUR FAIR FACE À L'ADVERSITÉ ET AUX CHOCS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS (structure des risques et besoins)

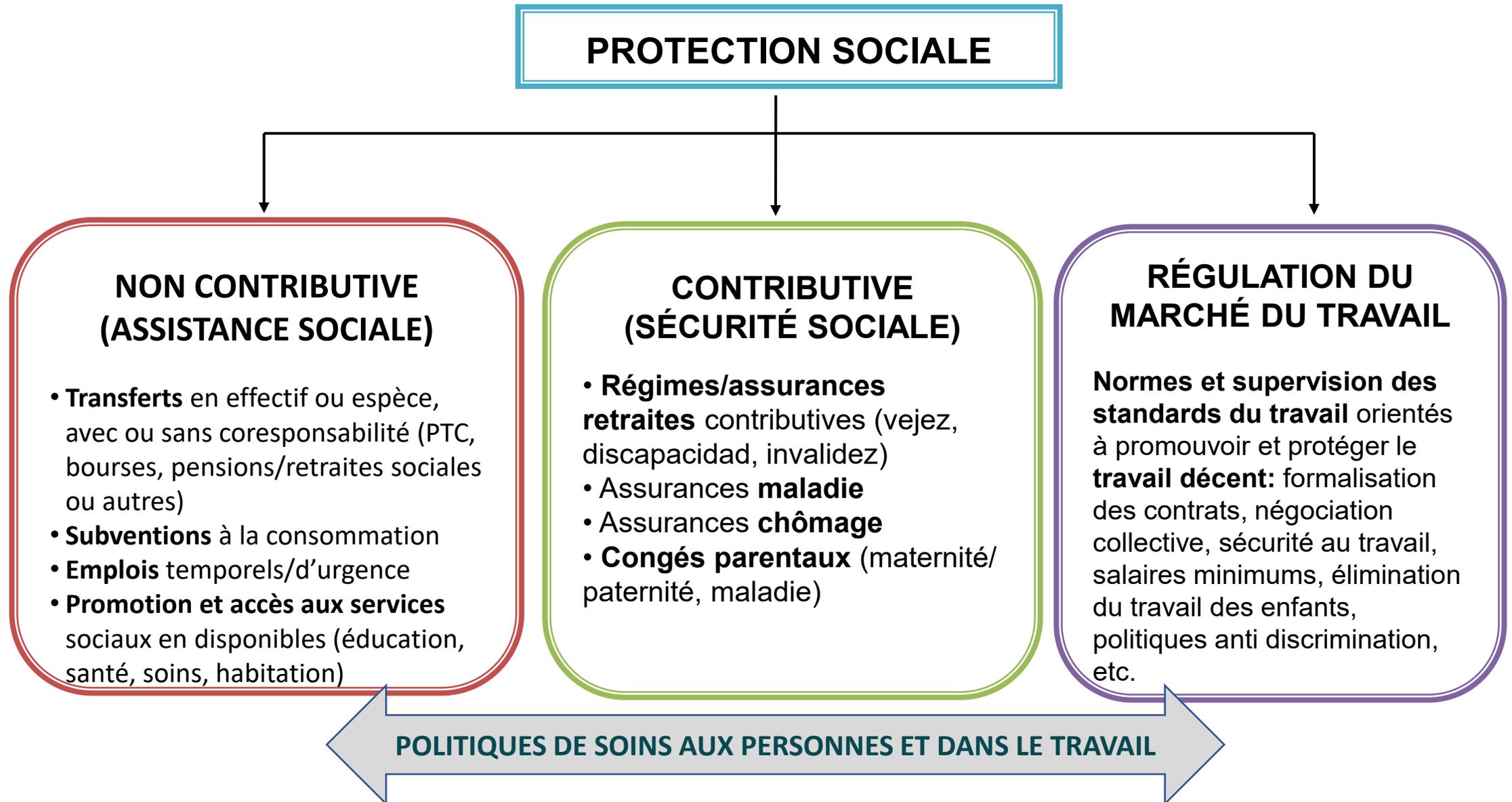


Organisations communautaires et de la société civile

La protection sociale comme politique: ses fonctions et son rapport à l'ensemble des politiques sociales



Composantes d'un système de protection sociale



¿Qu'entendons nous par « intégralité » des systèmes de protection sociale?

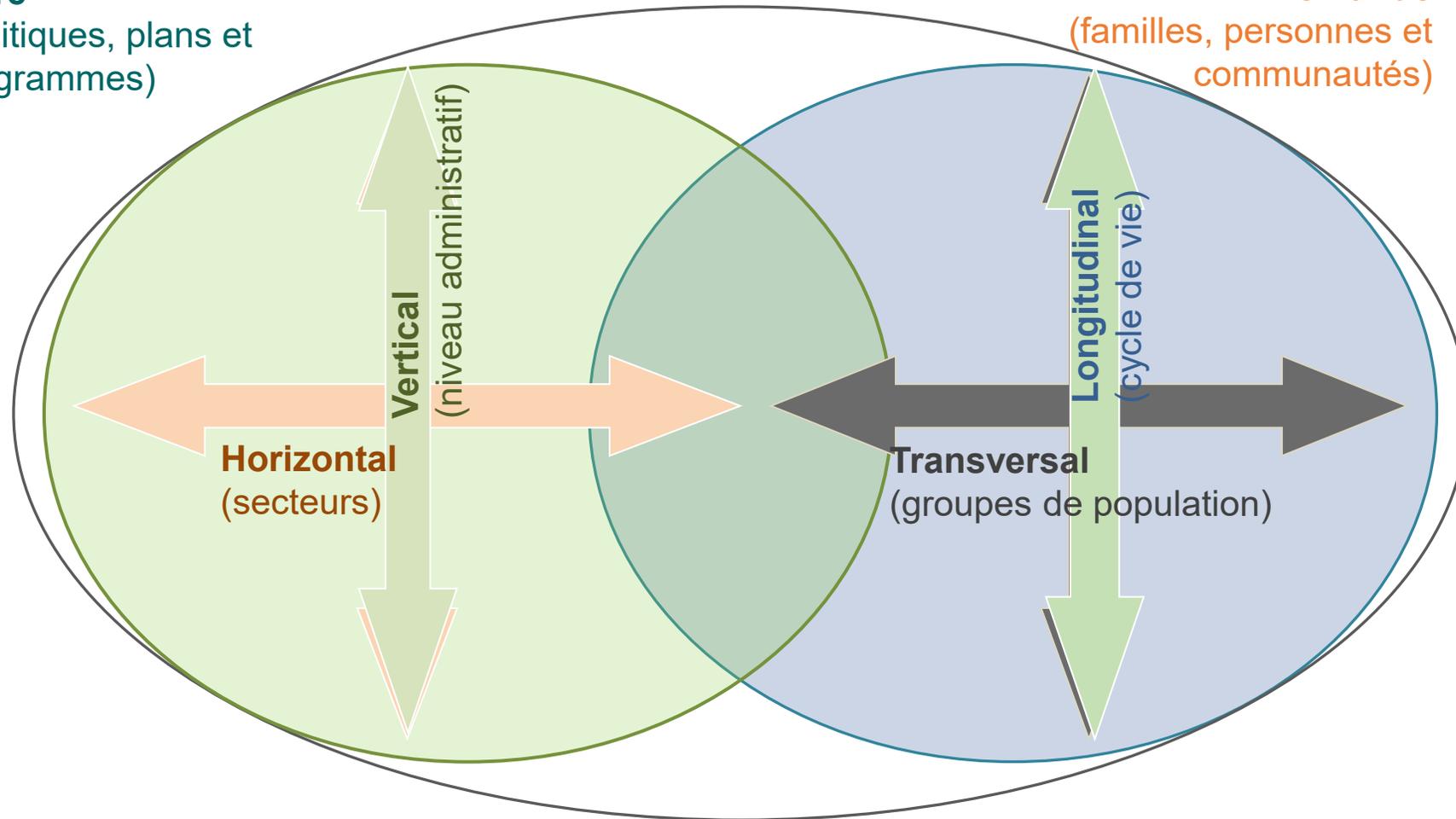
PROTECTION SOCIALE

Offre

(politiques, plans et programmes)

Demande

(familles, personnes et communautés)





Les cadres institutionnels des politiques sociales: vision et concepts

Dimensions des cadres institutionnels des politique/s sociale/s

Cadres institutionnels des politiques sociales :

Ensemble de règles, de structures organisationnelles et de ressources sur (et avec) lesquelles est mise en l'œuvre la politique sociale, depuis le diagnostic et la hiérarchisation des objectifs, jusqu'à la mise en œuvre et l'évaluation de ses résultats.

Juridique - Normative



Organisationnelle



Technique - Opérationnelle



Financement



On peut distinguer analytiquement quatre dimensions interdépendantes dont l'articulation et le renforcement soutiennent la mise en œuvre de politiques sociales de 'qualité'

<https://dds.cepal.org/bdips/>

Quatre dimensions interdépendantes à développer et à consolider

A. Dimension Juridique-Normative

Base juridique sur laquelle sont conçues et mises en œuvre les politiques. Définit les engagements et garanties formels de l'État vis-à-vis le bien-être et les droits des personnes. Se compose de normes au niveau international (traités, conventions, déclarations etc), national (constitution, lois, règlements etc.) et sous-national (états/régions, municipalités).

B. Dimension Organisationnelle :

C'est la division du travail à l'intérieur de l'État au long de la structure formelle de ce dernier, avec des mandats et modèles de prise de décision, de communication et de coordination pour la mise en œuvre des politiques.

C. Dimension Technique - Opérationnelle :

Instruments, capacités et outils nécessaires à la œuvre des politiques de manière effective, efficace et transparente. Sont cruciales les procédures, les dispositifs de **gestion et les capacités techniques disponibles pour la mise en œuvre des politiques publiques**, notamment les Systèmes de **Planification**; Systèmes **d'information, suivi et évaluation**; Mécanismes de reddition de **comptes et de transparence**.

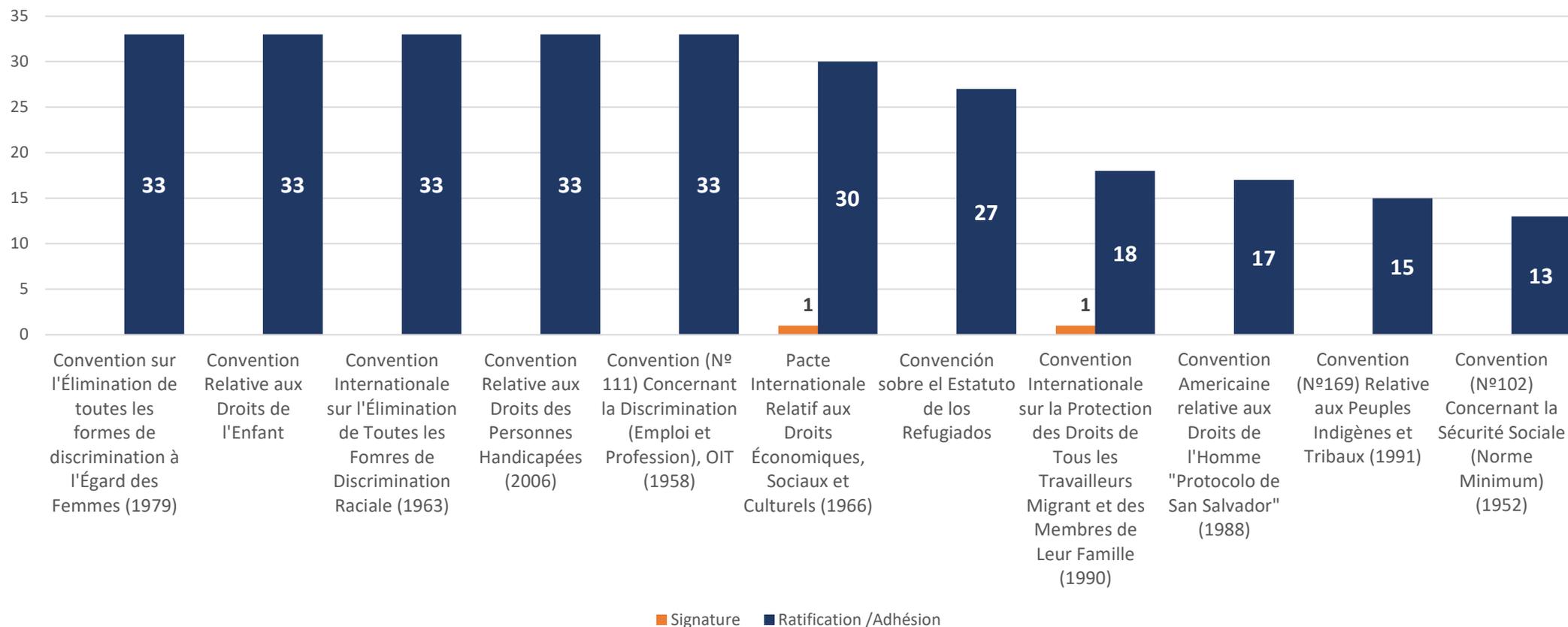
D. Dimension du Financement :

Ressources disponibles pour financer les politiques sociales. Leur volume absolu et relatif miroite la priorité conférée aux priorités et droits sociaux par l'action publique. Des éléments à considérer : stabilité et **sources du financement** (*permanents, mandatés par des lois ou un budget national; la stabilité financière et institutionnelle*); **Suffisance des ressources** (*montants et évolution par habitant ou en % des dépenses totales, du PIB ou autres; montant relatif des dépenses sociales vis-à-vis d'autres priorités; ressources mobilisées par les agences gouvernementales clés, telles que les MDS*); **la capacité d'exécution des organismes en charge de la politique sociale**



a. Dimension juridique - normative: Ratification hétérogène des accords par les pays

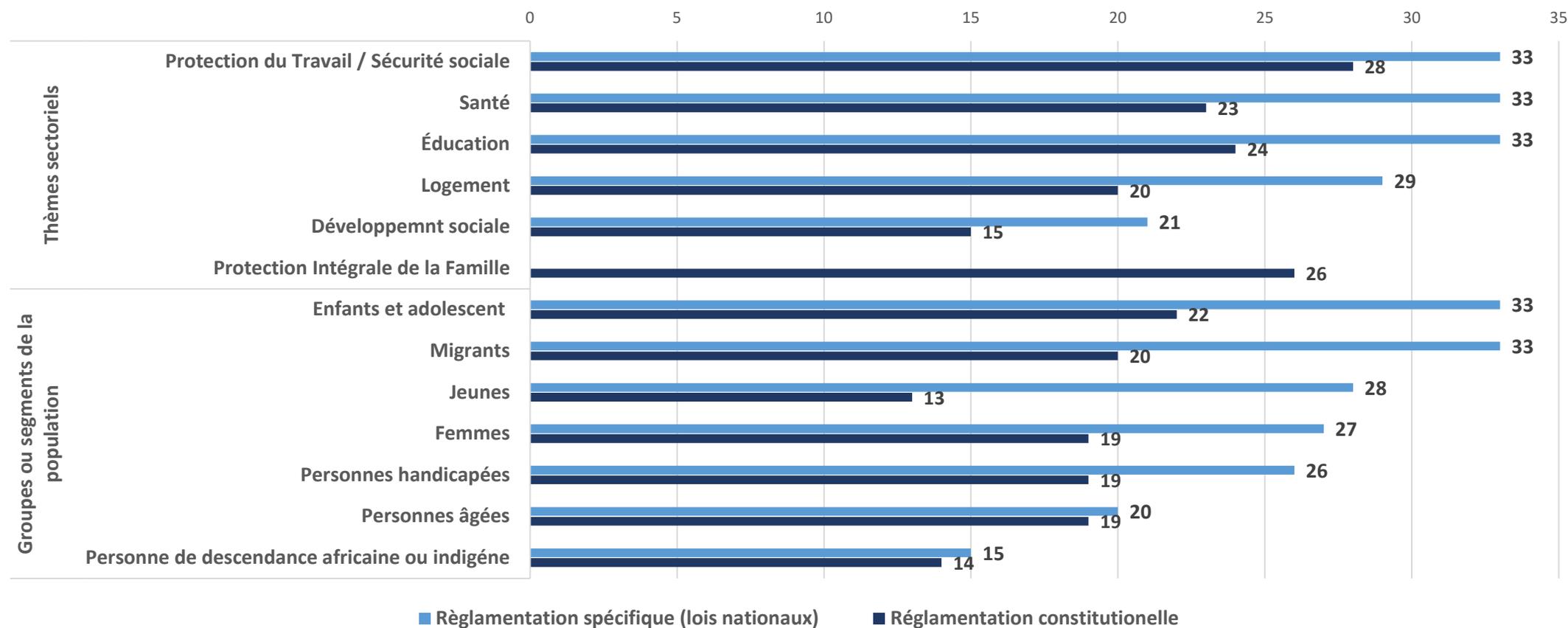
**Amérique latine et Caraïbes (33 pays): adhésion, signature et ratification de pactes, conventions et accords relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, 2021
(En nombre de pays)**





a. Dimension juridique-normative : Législation constitutionnelle et spécifique variée

**Amérique latine et les Caraïbes (33 pays): existence de réglementations constitutionnelles et spécifiques sur les thèmes sociaux et concernant des groupes spécifiques de la population, 2021
(En nombre de pays)**



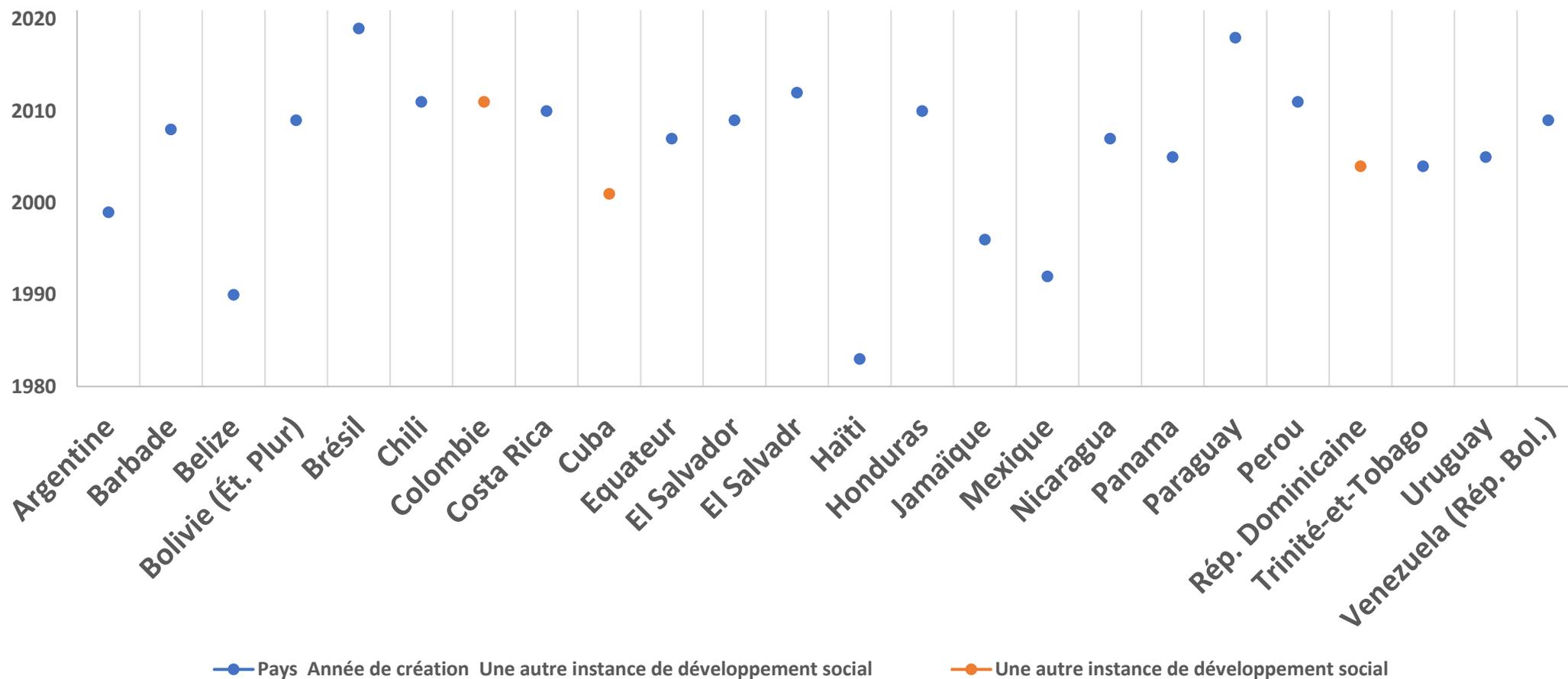
Source: CEPALC, Base de données des institutions sociales, basée sur les archives des pays



b. Caractéristiques organisationnelles et autorité sociale.

Création récente d'un nombre important de ministères de développement et d'inclusion sociale dans les pays de la région

Amérique latine et Caraïbes (24 pays) : année de création des ministères de développement social, 2021



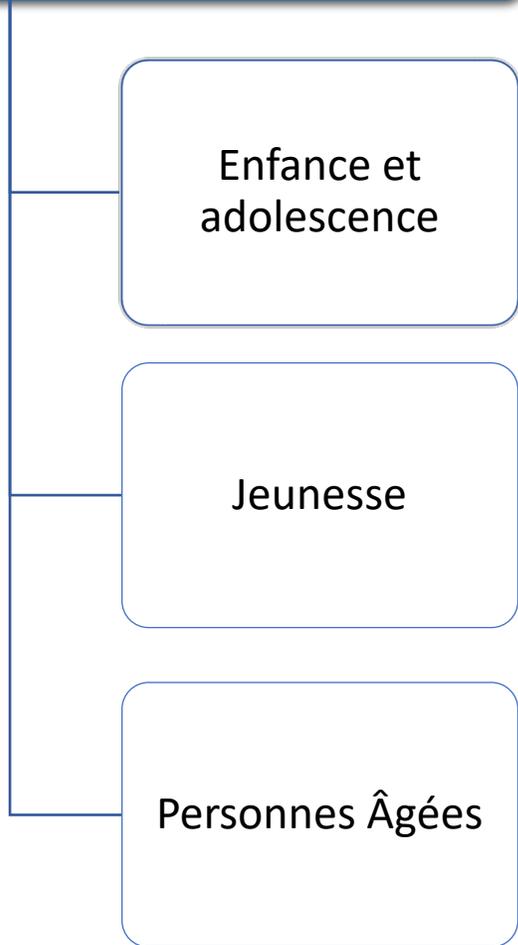
Source : Base de données des institutions sociales de la CEPALC, basée sur les informations officielles des pays

a : Les pays pour lesquels il n'y a pas de date de création du ministère du développement social ne sont pas inclus dans le graphique (Antigua et Barbuda, Bahamas, Dominique, Grenade, Guyane, Saint Kitts et Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Sainte Lucie, Trinité-et-Tobago et Suriname)

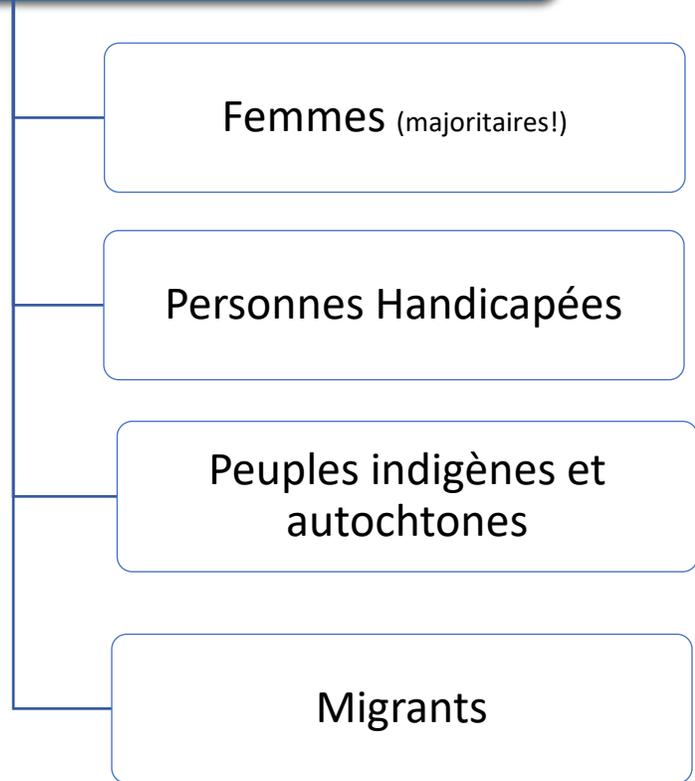


Quelques segments prioritaires de la population pour les politiques sociales

Segments de population tout au long du cycle de vie



Segments de population transversaux

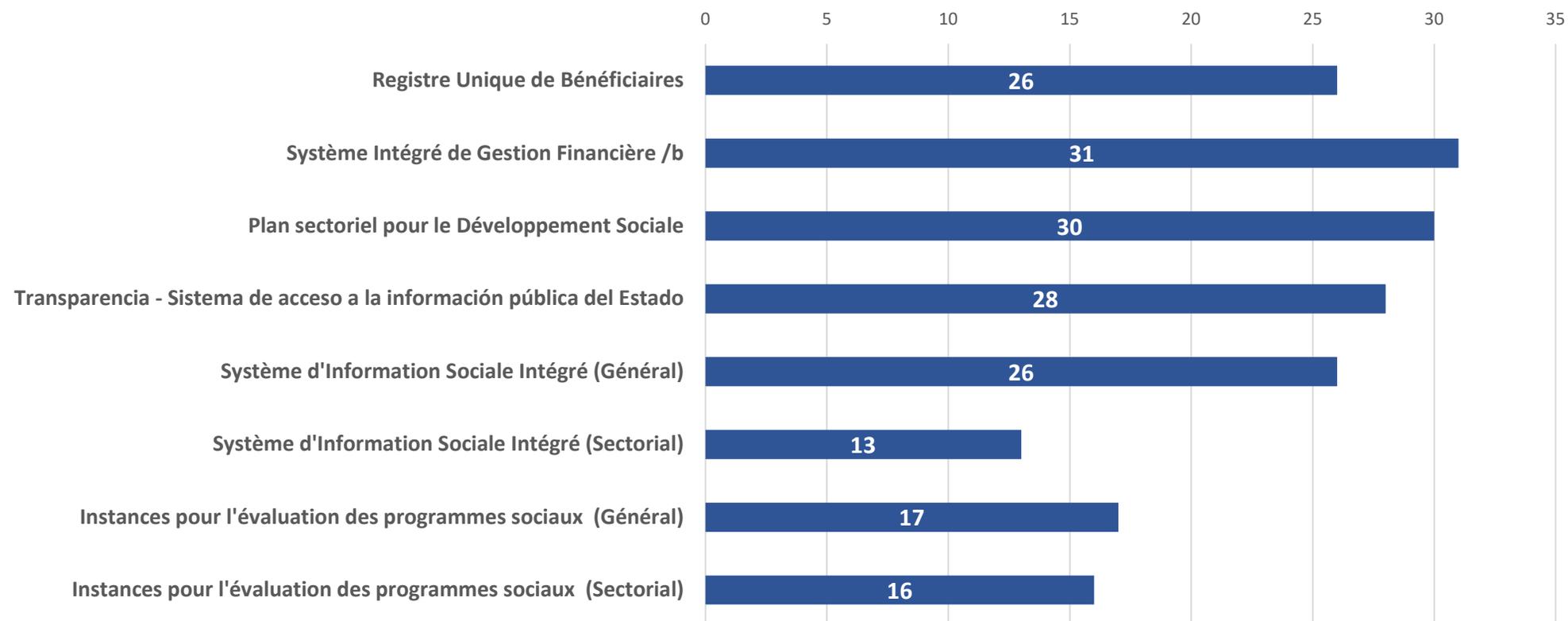




c. Outils de gestion

Avances/innovations hétérogènes dans les différents pays

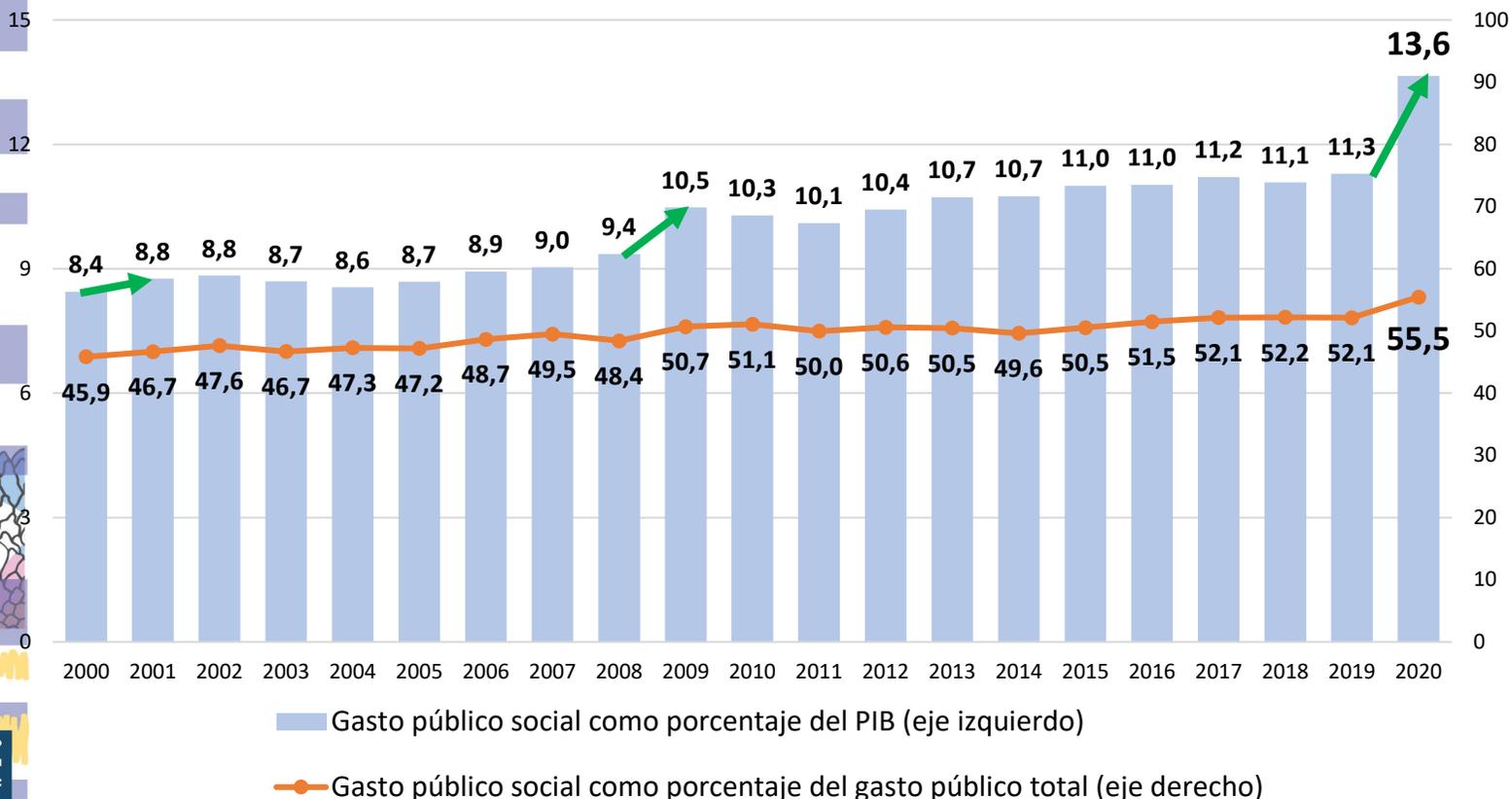
Amérique latine et Caraïbes (33 pays) : résumé de certains outils de gestion, d'évaluation et de transparence pour les programmes sociaux, 2021





En Amérique Latine, les dépenses sociales du gouvernement central ont atteint le seuil historique de 13,6% du PIB en 2020

Amérique latine (17 pays) : Dépenses sociales du gouvernement central, 2000-2020 a/
(En pourcentage du PIB et des dépenses publiques totales)



- Les dépenses sociales ont progressé de 2,3 points de PIB
- La participation des dépenses sociales dans les dépenses publiques totales est passée de 52,1% en 2019 à 55,5% en 2020, en réaffirmant sa pertinence dans les dépenses publiques
- La croissance réelle des dépenses sociales a été de 15,2%, 52% en protection sociale et 13% en santé
- Le défi consiste à maintenir et augmenter ce **niveaux de d'investissement social** au delà de la Pandémie et sur le long terme

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), sur la base d'informations officielles des pays.

a/ Les moyennes correspondent à la moyenne arithmétique des valeurs de 17 pays d'Amérique latine : Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine et Uruguay. La couverture de l'État plurinational de Bolivie correspond à l'administration centrale et celle du Pérou aux administrations publiques. Les données pour la Bolivie (État plurinational de) correspondent à 2018. Les données pour la Colombie jusqu'en 2019 et les données pour le Panama jusqu'en 2017.

Note : Ce niveau de dépenses sociales atteint répond à une hausse des montants de dépenses sociales et aux taux de variation annuels négatifs enregistrés par la croissance du PIB dans les pays d'Amérique latine sur la période.



d. Financement

Le budget des MDS ne reflète qu'une partie des dépenses sociales, mais au vu de l'importance de leurs mandats et la couverture de ses programmes leurs ressources restent modestes

Amérique latine et Caraïbes (14 pays) : budget du ministère du Développement social ou organisme équivalent en pourcentage des dépenses primaires prévues, 2015-2019
(en pourcentages)

Pays	Ministère du Développement Social ou équivalent	2015	2016	2017	2018	2019
Argentine	Ministerio de Desarrollo Social	6.0	6.2	6.2	7.0	56.0
Brésil	Ministério da Cidadania	3.7	3.9	4.0	5.9	5.3
Chili	Ministerio de Desarrollo Social	1.8	1.7	1.6	1.5	1.5
Colombie	Departamento para la Prosperidad Social	2.1	1.9	1.5	1.6	1.5
Costa Rica	Instituto Mixto de Ayuda Social (IMAS)	3.3	3.1	3.4	3.4	3.5
Equateur	Ministerio de Inclusión Económica y Social / Ministerio coordinador del desarrollo social	3.4	3.2	3.7	4.0	3.7
Guatemala	Ministerio de Desarrollo Social	2.0	1.8	1.4	1.5	1.6
Haïti	Ministère des Affaires Sociales et du Travail	1.6	1.3	1.1	n.d.	n.d.
México	Secretaría de Bienestar	3.4	3.4	3.4	3.2	4.2
Nicaragua	Ministerio de la Familia, Adolescencia y Niñez	1.0	0.9	0.6	0.5	0.5
Panama	Ministerio de Desarrollo Social	3.0	3.0	2.8	2.8	2.7
Paraguay	Ministerio de Desarrollo Social	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3
Pérou	Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social	5.2	4.6	4.6	4.3	4.4
Uruguay	Ministerio de Desarrollo Social	1.0	1.9	1.9	1.9	1.9
Amérique latine et Caraïbes (moyenne simple 14 pays)		2.8	2.7	2.7	3.0	6.8
Amérique latine et Caraïbes (moyenne simple 13 pays) ^b		2.9	2.8	2.8	3.0	2.7

Source : CEPALC, base de données sur les dépenses sociales, basée sur les lois de finances des pays.

a Les valeurs correspondent à des montants budgétés, pas nécessairement exécutés.

b La moyenne simple de 13 pays n'inclut pas Haïti, également pour l'année 2019, l'Argentine n'est pas prise en compte.



Progrès régionaux récents des cadres institutionnels :

- Des progrès importants dans **l'institutionnalisation de la politique sociale dans toutes ses dimensions**
- Les modèles en place et leur champ d'application sont hétérogènes dans les pays, mais ils partagent des **objectifs, des priorités et des outils de gestion.**
- Les fonctions de gouvernement et de coordination incombent de plus en plus les ministères ou secrétariats de développement social, mais **ceux-ci manquent souvent d'influence politique et de ressources suffisantes (pouvoir réel)**

Défis

1. **Consolider** les bases juridiques-normatives vers une approche fondée sur les droits et un universalisme sensible aux différences (passer des 'bénéficiaires' aux citoyens)
2. **Améliorer l'articulation horizontale et verticale** (Coordination entre : les secteurs de la politique sociale ; les prestations contributives et non contributives de la protection sociale; des entités sociales avec des mandats généraux avec d'autres avec des mandats vis-à-vis des groupes de population (transversaux ou par étapes de la vie).
3. Approfondir la **capacité de gestion**, orientée vers des politiques de qualité (efficaces, efficaces, durables, participatives, responsables et transparentes)
4. Mobiliser des **ressources** suffisantes et stables
5. Mettre en place des mécanismes de **participation citoyenne** et de **reddition de compte et de transparence**
6. Avancer dans la construction de **pactes** sociaux, politiques et fiscaux

L'adoption en 2020 de la PNPPS en soi représente un avancement institutionnel majeur:



- Elle est construite sur les bases juridiques du pays et peut contribuer à concrétiser les engagements sociaux et auprès des droits de l'État Haïtien par le biais de dispositifs concrets de politique publique;
- Elle contribue à améliorer la coordination et la division du travail au sein de l'État haïtien dans le domaine de la protection et la promotion sociale ;
- Elle établit des bases pour avancer dans l'adoption et la consolidation de dispositifs de gestion pour une meilleure mise en œuvre des politiques sociales;
- Elle facilite la prise de décision au niveau budgétaire pour prioriser et assurer des ressources avec des buts précis et coordonnés avec l'ambition d'augmenter progressivement le financement et la couverture de la PNPPS.
- La PNPPS offre aussi la possibilité de mettre en place progressivement un Système de Protection Sociale universel et intégral
- On espère que cette réflexion contribue à penser les défis de la mise en œuvre de la PNPPS et d'un Plan d'Action au niveau des différentes dimensions institutionnelles évoquées.

Merci beaucoup!



NATIONS UNIES

CEPALC

Carlos Maldonado Valera
Division Développement Social